

La libéralisation scolaire : un bilan international peu convaincant

Par Eric Maurin, directeur scientifique de Terra Nova,
professeur à l'Ecole d'économie de Paris,
Auteur de la "Nouvelle Question Scolaire" (Seuil, Points-Essais, 2008).

Le 30 septembre 2008

LE CHILI

En 1981, Pinochet libéralise brutalement le système scolaire chilien, accordant aux écoles privées des ressources proportionnelles au nombre d'enfants demandant à y trouver place. En quelques années, le nombre d'écoles privées est multiplié par deux et la proportion de petits chiliens scolarisés dans ce secteur passe de 20% à 40%. Les classes moyennes partent en masse vers les établissements privés, les franges les plus pauvres restent piégées dans les écoles publiques et la ségrégation scolaire se durcit brutalement. Pour autant, avec le recul, on découvre aujourd'hui que cette thérapie libérale de choc n'a eu aucun effet sur les performances scolaires. Les villes chiliennes les plus réformatrices n'ont pas particulièrement progressé et le Chili n'a guère bougé dans les comparaisons internationales de performances scolaires.

L'ANGLETERRE

L'Angleterre a un système plus concurrentiel que le système français puisque chaque district scolaire contient non pas un seul, mais plusieurs collèges en concurrence. Des chercheurs ont récemment mis en évidence que les possibilités de choix des parents et le degré de concurrence entre collèges étaient beaucoup plus forts dans les districts dont les frontières dessinent une forme plate que dans ceux de forme ronde. Pour simplifier, dans les districts ronds, tout le monde est plus ou moins à égale distance de tous les collèges, tandis que dans les plats, chaque famille ne se retrouve à proximité que d'un établissement seulement. Les parents sont beaucoup plus captifs quand le district est tout en longueur que quand il est circulaire. Pour autant, les chercheurs n'arrivent à mettre en évidence aucun effet de la forme des districts, plate ou ronde, sur les performances scolaires des enfants, signe indirect, mais très convaincant, de ce que la concurrence et le choix n'ont au final que peu d'importance sur les performances scolaires.

LES ETATS-UNIS

Les Etats-Unis cherchent eux aussi depuis longtemps à introduire davantage de compétition entre leurs écoles. La loi accorde aujourd'hui aux citoyens la possibilité de créer de nouvelles écoles financées par

l'Etat pour autant qu'une charte minimum est respectée (d'où leur nom de *charter schools*). Le nombre de ces écoles restent faible et il est difficile d'identifier un effet de ces nouvelles écoles sur les performances scolaires. Une réforme semble-t-il plus efficace consiste à rendre public le bilan des établissements et à en faire dépendre une partie au moins de leurs ressources publiques. Une équipe de chercheurs a mis en évidence que les Etats américains ayant adopté ce principe ont vu leurs performances s'améliorer relativement aux états voisins. Le diagnostic dépend toutefois beaucoup du type de performances rendues publiques et sur lequel s'organise la concurrence entre établissements. Rendre public le niveau des élèves plutôt que leur progression (chose par ailleurs beaucoup plus difficile à mesurer) peut par exemple s'avérer tout à fait contre-productif.